Parti Communiste
Révolutionnaire de France

Avant et après le 11 mai, Macron pour la continuité... capitaliste !

L'allocution du Président de la République, le 13 avril 2020, devait répondre essentiellement à trois attentes : la durée du prolongement du confinement, les mesures prises pendant ce confinement, et les modalités envisagées pour le déconfinement.

L'annonce principale, à savoir la date du 11 mai pour le début du déconfinement, n'a surpris personne : il s'agit en effet d'une recommandation scientifique, qui confirme la gravité durable de la vague épidémique subie par notre pays.

Pour le reste, au-delà du ton compassionnel, des longs remerciements et des effets de manche sur l'air de la « solidarité » et de « l'indépendance nationale », il nous faut décrypter ce qui relève d'un discours de classe au service des monopoles et de l'oligarchie financière. Car la communication présidentielle vise habilement à désamorcer une possible explosion sociale tout en envoyant des signes rassurants aux forces du capital.

L'aveu de faiblesse... pour s'en dédouaner

« Faute avouée à moitié pardonnée », dit le proverbe... Les marques d'un apparent mea culpa ont été nombreuses, de la part d'E. Macron (*« pas assez préparés à cette crise », « failles », « insuffisances », ratés », « faiblesses de notre logistique »*) ; le Président n'a évidemment pas pu rester sourd aux démonstrations faites, jour après jour, de la pénurie scandaleuse touchant notre système de soins et de protection sanitaire. A qui la faute ? *« Au virus inconnu », « à la pénurie mondiale »*, nous dit-il ; mais à aucun moment, bien sûr, ne sont visées les politiques gouvernementales d'austérité, d'accompagnement de la désindustrialisation et de casse des services publics, de santé notamment.

Des libertés individuelles toujours plus fragilisées...

L'affirmation de Macron «*Cette épidémie ne saurait affaiblir notre démocratie, ni mordre sur quelques libertés*.», formulée au sujet du « tracking » (application numérique pour suivre les personnes contaminées), prétendument « *sur la base du volontariat* » (mais qui peut croire à l'absence de pressions sur les individus concernés ?), relève du mensonge : dans le cadre de « l'état d'urgence sanitaire », les salarié-e-s voient des droits remis en cause, et ce sur la base d'ordonnances qui n'inscrivent pas ces mesures comme exceptionnelles ni limitées dans le temps : quelle liberté a donc le salarié qui se voit imposer du jour au lendemain un temps hebdomadaire de travail pouvant aller jusqu'à 60 heures, et la privation, au nom du confinement, de ses RTT et de ses congés payés ?

Les masses populaires et les ouvriers toujours méprisés...

Autre Tartufferie, celle qui consiste à faire croire qu'on se soucie des « *plus fragiles et des plus démunis* », à travers l'unique mesure annoncée : « *une aide exceptionnelle* », mesure qui relève davantage de la charité dérisoire (comme se généralisent, partout en France, les appels aux dons pour nos hôpitaux !), alors que rien n'est dit du désastre financier et humain que constituent, pour des millions de salarié-e-s, le chômage partiel, les licenciements, les non-renouvellements de contrats, la perte des primes, la prise forcée de RTT et de congés...

Les profits toujours préservés...

Le patronat peut être soulagé : les entreprises, les petites comme les grandes, seront aidées pendant le confinement (« *vous consolider économiquement dans cette période* »), mais rien ne s'imposera à elles pour que leurs salariés soient protégés, ni financièrement (pas d'interdiction de licenciement, pas de salaire maintenu à 100 % en cas de chômage partiel...) ni sanitairement ; en effet, le scandale des milliers de travailleurs forcés de se rendre dans l'entreprise, dans des secteurs non indispensables, va se poursuivre,

puisque Macron annonce : « *Pour tous les autres secteurs économiques, quand la sécurité des travailleurs et des entrepreneurs est bien garantie, ils doivent pouvoir produire et l'ont largement fait depuis maintenant un mois.* ». Et à partir du 11 mai, « *il s'agira aussi de permettre au plus grand nombre de retourner travailler, redémarrer notre industrie, nos commerces et nos services. »,* ajoute-t-il.
Avec la liberté de sur-exploiter que détient désormais le patronat, grâce à la dérèglementation du droit du travail issue de « l'état d'urgence sanitaire », on ne peut plus douter que la classe ouvrière et les masses populaires restent les éternels sacrifiés sur l'autel de la rentabilité capitaliste.
Quant à la réouverture progressive des crèches, écoles, collèges et lycées, à partir du 11 mai, tandis que les autres lieux ouverts au public (restaurants, salles de spectacle, musées, etc.), mais aussi les universités, resteront fermés, cette mesure irresponsable ne trompe personne : il faut bien garder les enfants de ce « *plus grand nombre* » qu'on invite à « *retourner travailler* »...

Rien à attendre de bon d'un État capitaliste !
Et ce ne sont pas les annonces en trompe-l'oeil, concernant l'après-confinement, qui doivent nous illusionner sur le rôle de l'Etat : lorsque Macron parle d'investissements à travers «*un plan massif pour notre santé, notre recherche, nos aînés, entre autres »,* y compris avec *« la possibilité de planifier »,* il ne propose nullement que le capital mette la main à la poche ; au contraire, comme le montre le plan mis au point fin mars par la Caisse des dépôts et consignations, à la demande du Chef de l'Etat, la marchandisation de la santé, menée depuis plus de 30 ans par des gouvernements de droite comme de gauche, est toujours à l'oeuvre, notamment à travers les « Partenariats Public-Privé » encore évoqués lundi soir.

L'UE au service du capital, ce n'est pas la solution, c'est le problème, et il faut en sortir sur une base anticapitaliste !
Parmi ses propos trompeurs, Macron laisse entendre que l'UE pourrait apporter de la « *solidarité* », à travers des décisions « *de la Banque centrale européenne [BCE], de la Commission européenne ou des gouvernements »*. Un comble, quand on sait que toutes les directives et traités de cet instrument des monopoles et des gouvernements bourgeois ont, depuis des décennies, conduit aux pires politiques d'austérité, à la casse progressive de tous les acquis sociaux et à la privatisation accélérée de tous les services publics ! Ainsi, quand on voit la satisfaction, bras levés, du ministre français de l'économie au récent sommet des 27 de l'UE, on peut se dire que les monopoles français vont tirer un bon parti du plan de 500 milliards d'euros de la BCE...

Comme après 2008, mais sans doute en plus grave, c'est donc encore au peuple-travailleur qu'il sera demandé de payer les pots cassés d'une crise essentiellement produite par les effets du système capitaliste : car l'incurie, la déstabilisation et le chaos qui ont considérablement amplifié la vague de la pandémie, sont directement issus du mode de production capitaliste, avec sa guerre économique menée entre monopoles privés et Etats nationaux à leur service.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France continuera pour sa part à revendiquer haut et fort des mesures en faveur de la classe ouvrière, tout en affirmant la nécessité historique de préparer sa prise de pouvoir pour une autre société : la société socialiste-communiste.

Le PCRF,
14 avril 2020